

Un début d'année plombé par les intempéries...

L'ESSENTIEL

A lors que le conflit au Moyen-Orient peine à trouver une issue et que le risque d'enlèvement se fait de plus en plus menaçant, les premiers effets sur l'activité commencent à apparaître, un mois et demi après le début de l'offensive militaire américaine en Iran. Les tensions sur l'approvisionnement pétrolier font flamber les prix des carburants et autres dérivés (matières premières, énergie), pesant sur le budget des ménages et les coûts de production, y compris dans le secteur des matériaux de construction. Au-delà de l'impact inflationniste, l'évolution des taux est à surveiller tant elle constitue un risque de grippage du marché immobilier. Le processus de sortie de crise de la filière construction actuellement engagé n'est pas encore compromis mais ces menaces pourraient peser sur la dynamique constructive en 2026 et 2027. Côté matériaux, au-delà des intempéries du début d'année qui ont pesé sur l'activité, la branche granulats resterait pénalisée par la conjoncture morose des TP en cette année de retournement du cycle électoral tandis que la demande de BPE pourrait bénéficier du rebond de la construction de logements.

CHIFFRES CLÉS

INTEMPÉRIES DE FÉVRIER : DES PRODUCTIONS EN DESSOUS DES NIVEAUX MOYENS DE CES DIX DERNIÈRES ANNÉES DE
-19% EN BPE ET
-15% EN GRANULATS
 (données CVS-CJO)

FOCUS

FÉVRIER, PIRE QUÉ JANVIER

Selon les données provisoires du début d'année, l'activité des matériaux aurait affiché des replis sensibles. La production de granulats de février, tout comme celle de BPE, auraient cédé près de 6% sur un mois et 8% sur un an (données CVS-CJO). Côté granulats, l'évolution des trois derniers mois (décembre à février) reste positive comparée aux trois mois précédents (+1%) mais s'inscrit en repli sur un an (-3,9%). Sur les deux premiers mois de l'année, l'activité perd 4% sur un an, le cumul sur douze mois glissants reculant de 2,1%. Côté BPE, les livraisons des trois derniers mois peinent à se stabiliser par rapport aux trois mois précédents (-0,8%) tandis qu'elles se replient plus franchement sur un an (-3,1%). En cumul sur janvier-février, l'activité BPE diminue encore de 4,6% sur un an tandis que, sur les douze mois glissants, les volumes se contractent de 2,7%. Ce début d'année déçoit alors que la fin 2025 décrivait un redressement des trajectoires. Les intempéries pourraient expliquer, en grande partie, ce décrochage. Après un excédent de 30% de pluviométrie en janvier, le cumul moyen des précipitations enregistré en février a été plus de deux fois supérieur à la normale en France, classant le mois de février 2026 comme le plus pluvieux de tous les mois de février depuis 1959. Ce constat a sans nul doute lourdement impacté les chantiers en cours, ce qui suggère qu'un rattrapage, au moins partiel, se produise au cours des prochains mois.

L'indicateur matériaux, encore provisoire pour janvier, observe un recul par rapport à décembre (-2,6%, données CVS-CJO) mais se stabilise sur un an (+0,2%). Sur les trois derniers mois connus, il décrit une tendance légèrement négative en glissement trimestriel comme en glissement annuel, autour de -1%, soit le repli observé pour l'année 2025. Hormis le BPE et le ciment qui restent davantage en retrait, les autres matériaux tendent plutôt à se stabiliser.

LOGEMENTS : REBOND DES CHANTIERS

Si, au cours des derniers mois, les enquêtes d'opinion menées auprès des professionnels du bâtiment par l'INSEE traduisent plutôt une conjoncture stationnaire et hésitante, tant au niveau des carnets de commandes que des perspectives d'activité, les chiffres de la construction, quant à eux, décrivent un net rebond de l'activité. En effet, selon le ministère (SDES), à fin février et sur les trois derniers mois connus, les mises en chantier de logements (en m²) auraient grimpé de 13,4% par rapport aux trois mois précédents (CVS-CJO) et de 31% sur un an, la dynamique étant quasiment de même ampleur entre le collectif et l'individuel. En cumul sur douze mois, les surfaces de logements commencés progressent ainsi de +5% sur un an dans le collectif et de +9,8% dans l'individuel pour un total de 283 000 unités, un chiffre certes encore très éloigné de la moyenne de ces quinze dernières années (367 000). Ces hausses, même si elles s'appuient sur des

Indicateur d'activité des matériaux de construction

(Données CVS-CJO)

	Poids	INDICE MOIS*	VARIATION EN %, EN GLISSEMENT ANNUEL			
		Janvier 2026	2025	T3 2025	T4 2025	2026
						Janvier (p)
GRANULATS	24 %	87,7	-0,5	-0,5	-1,0	-0,4
BPE	29 %	70,2	-3,8	-3,8	-1,4	-0,1
TUILES ET BRIQUES	7 %	(nd)	-1,4	-5,8	-2,2	(nd)
PRODUITS EN BÉTON	19 %	77,6	1,0	3,2	-0,2	-3,0
PIERRE DE CONSTRUCTION	1 %	89,7	-1,6	1,6	-2,5	-1,4
TAILLE ET FACONNAGE DE PIERRES	3 %	87,2	0,4	0,4	-1,7	-6,6
CIMENT	13 %	70,0	-4,4	-2,6	-5,6	-1,2
MORTIERS	5 %	99,1	-1,2	3,4	0,1	0,3
INDICATEUR MATÉRIAUX	100 %	82,9	-1,0	-0,4	-1,1	0,2

* Base 100 = janvier 2021 - données CVS-CJO - (p) provisoire, (nd) non disponible
 Nota : L'indicateur matériaux mesure l'activité en volume d'un panier de matériaux (granulats, BPE, produits en béton, ciment, tuiles & briques, pierre de construction et façonnage de pierres, mortiers). L'indicateur est construit sur la base des indices mensuels de chiffre d'affaires de l'INSEE, déflaté de l'IPPI (Indice des Prix de Production et d'Importation) et pondéré par le poids respectif dans le chiffre d'affaires total des produits.

Production de granulats et de béton prêt à l'emploi

(Données CVS-CJO)

% de variation	DÉCEMBRE		JANVIER *		FÉVRIER *		3 DERNIERS MOIS		CUMUL JANV. - FÉV. 2026 2026/25	CUMUL 12 DERNIERS MOIS n/(n-1)
	m/m-1	2025/24	m/m-1	2026/25	m/m-1	2026/25	t/(t-1)	t/(t-4)		
GRANULATS	+1,5	-3,5	+0,6	-0,0	-5,9	-8,0	+1,0	-3,9	-4,1	-2,1
BPE	+3,0	-0,1	-3,3	-1,1	-5,7	-8,1	-0,8	-3,1	-4,6	-2,7

Source : UNICEM, enquête mensuelle (*données provisoires)

faibles niveaux, décrivent toutefois une vraie dynamique haussière de lancement des travaux qui devrait, à terme, se traduire par une croissance de la demande de matériaux. Car, pour l'heure, la production de BPE, soumise aux différents délais de mise en œuvre, ne reflète pas encore cette accélération. Du côté des permis, la vigueur des tendances reste de mise même si elle s'émousse un peu dans le collectif. Ainsi, à fin février et sur le dernier trimestre, les surfaces autorisées en logements auraient progressé de 15,7% par rapport au trimestre précédent (CVS-CJO) et de 4% sur un an. Mais c'est plutôt le segment de l'individuel qui tire la tendance. Cependant, en cumul sur douze mois glissants, les permis logements (en m²) progressent encore de 16,5%, dans l'individuel comme dans le collectif, ce qui porte à 387 944 le nombre d'autorisations sur un an à fin février. En revanche, côté non résidentiel, si les surfaces commencées continuent de croître (+5,4% en cumul glissant sur douze mois à 20,7 millions de m²), les permis quant à eux se replient de 2,8%. Les services publics et le commerce se maintiennent plutôt sur des trajectoires haussières tandis que les autres activités (industrie, entrepôts, bureaux...) observent une nette inflexion baissière. L'activité du bâtiment ne serait donc surtout portée en 2026 par le segment du logement. La Fédération Française du Bâtiment a d'ailleurs révisé à la hausse ses perspectives en mars afin d'intégrer l'impact positif des mesures de la Loi de finances fraîchement adoptée (abaissement de la RLS, qui consiste à réduire de 400 M€ la ponction sur les bailleurs sociaux au titre de la Réduction de Loyer de Solidarité, et mise en place du dispositif « Jeanbrun » pour soutenir l'investissement locatif des bailleurs privés). Ces mesures se traduiraient dès 2026 par 15000 mises en chantier supplémentaires par rapport au scénario initial, ce qui porte la prévision à 308000 logements commencés. Selon la FFB, la production du segment neuf progresserait ainsi de +6% cette année (contre -8,6% en 2025), dont +11% dans le segment du logement et +0,5% dans le non résidentiel. Le recul des

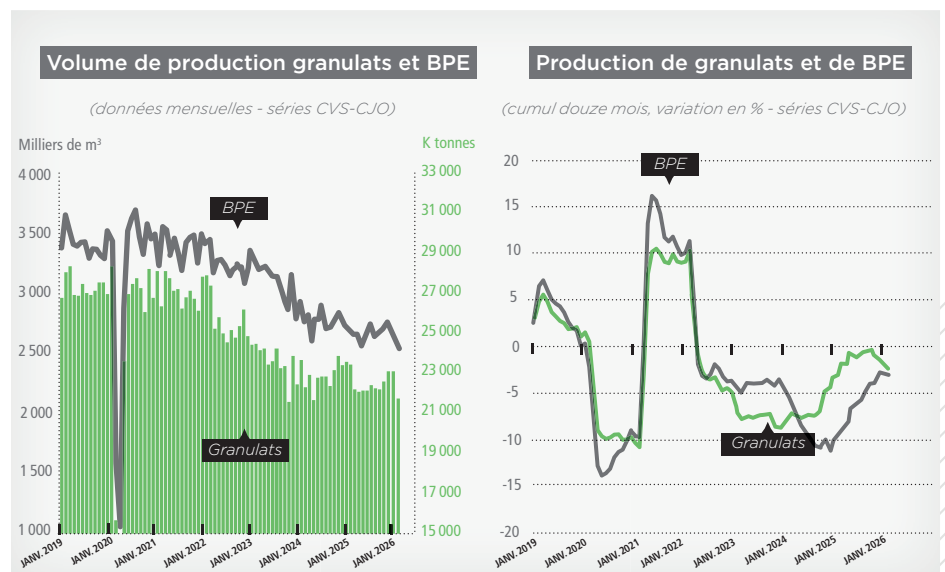
ventes des promoteurs au dernier trimestre 2025 inciterait plutôt à la prudence. Mais les récents dispositifs pourraient ranimer les projets d'investissement locatif et donc les ventes des promoteurs. Une séquence positive qui devrait s'amorcer au cours du premier semestre sauf si le contexte géopolitique du conflit iranien en grippe l'enchaînement. En effet, la hausse des prix du pétrole consécutive au blocage du détroit d'Ormuz renchérit les coûts de production et de transport, pèse sur le budget des ménages et accroît les tensions sur les marchés financiers et les taux obligataires. À fin mars, les prix à la consommation augmentaient de +1,7% sur un an (contre +0,9% à fin février) sous l'effet du rebond des prix de l'énergie (+8,9% dont +17,1% pour les seuls produits pétroliers). Quant aux taux des prêts à l'habitat, pour le moment, ils ne se relèvent que très modérément (à 3,23% en mars contre 3,16% en décembre 2025*) mais le risque d'une hausse plus aigüe existe si le conflit s'éternise et menace les approvisionnements énergétiques. Ce climat peu porteur pourrait peser sur les projets d'achat des ménages qui montraient déjà une moindre vigueur début 2026. Selon Markemétron, le rythme annuel

des ventes de maisons s'essouffle, passant de +37% cet automne à +31% en février. Dans le secteur des travaux publics, enfin, l'activité du début d'année, également affectée par les intempéries, a reculé de 4,1% sur un an en janvier-février. La dégradation des prises de commandes se poursuit (-12,8%) dans un contexte post municipales fragilisé aussi par le climat international et la pression sur les coûts.

PERSPECTIVES MATÉRIAUX 2026

Le repli de l'activité attendu dans les TP, en lien avec la contraction des investissements des collectivités locales dans un contexte d'année électorale et de consolidation budgétaire, devrait peser sur la demande de granulats dont le recul, de l'ordre de -1% à -2%, serait amorti par un besoin croissant à destination du BPE. En effet, l'accélération de la construction neuve devrait se solder par une hausse des livraisons de béton dont l'ampleur (entre 0% et +2%), reste conditionnée par la durée et l'issue du conflit dans le golfe arabo-persique. ■

* Source : Observatoire Crédit Logement - taux nominaux du secteur bancaire, hors assurance et coût des sûretés



CONTACT

